

Lettre ouverte au gouvernement Philippe

Suite à l'annonce par Madame la Ministre du Travail, Muriel Pénicaud d'une diminution drastique des contrats aidés, le MOUVEMENT POUR L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE souhaite interpeller le gouvernement sur sa politique en matière de soutien aux initiatives sociales et solidaires.

Dans un contexte de diminution des subventions, auquel s'ajoutent l'annonce des baisses des dotations aux collectivités locales, partenaires essentiels des structures de l'Économie sociale et solidaire, et en l'absence de perspectives claires du gouvernement en matière de soutien à l'ESS, est intervenue la décision brutale d'un gel d'une partie des emplois aidés. Ce choix fait peser une forte menace sur les associations et entreprises solidaires. Or ces structures répondent autant à des enjeux d'intérêt général qu'aux préoccupations quotidiennes des citoyen.nes.

Ces associations et entreprises solidaires contribuent à la création de richesse et soutiennent l'ensemble de l'économie nationale face aux défis de notre société. De manière certaine, elles participent au bien être de toutes et tous, sur l'ensemble des territoires par le renforcement du lien social, leur engagement pour la transition énergétique et écologique et la justice sociale. L'Etat peut-il se passer des forces émanant de la société civile, impliquée dans ces entreprises collectives et citoyennes ?

Depuis leurs créations, elles ne cessent de porter des innovations socio-économiques et d'ouvrir de nouveaux champs de transformation de nos modèles sociétaux : services de proximité, circuits courts, agriculture paysanne biologique, développement local, commerce équitable, finances solidaires, culture, éducation populaire, transport, habitat, emploi, lutte contre les exclusions, artisanat et industries locales, nouvelles technologies.

Les contrats aidés leur permettent d'agir pour le développement de l'emploi d'utilité sociale. En effet, ceux-ci permettent l'accompagnement qualitatif de personnes dans leur parcours professionnalisant (CDD) et la pérennisation d'emplois en CDI. De manière indirecte, les contrats aidés reconnaissent de fait le caractère d'utilité sociale et d'intérêt général des structures associatives et des entreprises solidaires. C'est pourquoi nous associons notre voix à celles de l'ensemble des réseaux de l'ESS et de l'insertion par l'activité économique pour dénoncer une vision réductrice de l'efficacité des contrats aidés et appelons à une évaluation globale concertée de leur efficacité dans une logique d'amélioration et de développement.

Au-delà de la nécessité de maintenir le dispositif existant des contrats aidés en faveur des emplois et des activités d'utilité sociale, nous appelons à une véritable prise en compte de l'utilité sociale, économique et environnementale des initiatives solidaires et à des politiques publiques pour soutenir leur développement.

Nous appelons à cette occasion à la création et au développement d'une réelle politique d'emploi aidé d'utilité sociale.

Ce nouveau dispositif sera gagnant s'il est corollaire de la construction d'une politique publique nationale ambitieuse dédiée à l'économie sociale et solidaire : un Haut-commissariat à l'ESS possédant une capacité de mise en œuvre forte associant écologie, économie, participation citoyenne et cohésion sociale, un financement de l'ESS volontariste et non à la marge, l'appui conséquent aux projets de coopération inter-structures et aux Pôles territoriaux de coopération économique, des outils juridiques et l'accompagnement des processus de co-construction d'activités économiques socialement utiles, le développement d'expérimentations et de dispositifs innovants tels « Territoires Zéro Chômeur de longue durée », le développement de la recherche en ESS, l'innovation sociale.

Le MOUVEMENT POUR L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE demande aujourd'hui au gouvernement de surseoir à sa décision de réduction des emplois aidés, notamment vis à vis du secteur associatif et de lancer une large concertation avec l'ensemble des acteurs, organisations sociales et solidaires concernées.

Nous appelons le gouvernement à mettre l'ESS au cœur d'un projet républicain, inspirant et citoyen pour les générations à venir, prêt aux défis sociaux, écologiques et économiques du XXI^e siècle.

Le Conseil d'administration du Mouvement pour l'Économie Solidaire